

Introduction

Jean-Marie Guillon et Jean-Paul Pellegrinetti



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8513>
ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2017
Pagination : 9-12
ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Jean-Marie Guillon et Jean-Paul Pellegrinetti, « Introduction », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 94 | 2017, mis en ligne le 15 décembre 2017, consulté le 16 décembre 2017. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8513>

Ce document a été généré automatiquement le 16 décembre 2017.

© Tous droits réservés

Introduction

Jean-Marie Guillon et Jean-Paul Pellegrinetti

- 1 Le projet ICEM (« Identités et cultures en Méditerranée. Les élites politiques de la Révolution française à la V^e République »), qui a reçu le soutien de l'Agence nationale de la Recherche, s'est fixé pour objectif l'étude du personnel politique des départements de la France méditerranéenne sur la longue durée. Encore aujourd'hui, cette région est, comme on le sait, porteuse d'une image particulière de la vie politique et de ceux qui en sont les principaux acteurs. Cette image n'est pas flatteuse. On prête à la « classe politique » locale à peu près toutes les tares prêtées, à tort ou à raison, de façon récurrente, à la vie politique : népotisme généralisé, clientélisme structurel, corruption supposée, tendance au caciquisme, outrances verbales, éventuellement actes de violences contre les adversaires, etc. Le travail que nous menons ne cherche pas à réhabiliter qui que ce soit, mais, comme il se doit en histoire, de montrer que la réalité des hommes et des faits peut être éloignée des idées reçues et que, dans tous les cas, elle est plus complexe qu'il n'est généralement sous-entendu, non seulement par le sens commun, mais aussi parmi les observateurs – essayistes et journalistes en particulier – du monde politique des rivages méditerranéens. L'homogénéité, spatiale, temporelle, culturelle, que l'on suppose dans cette région relève d'ailleurs d'une représentation très réductrice de ce qu'elle a été et de ce qu'elle est.
- 2 Personnages clés de la vie politique française depuis la Révolution française, les maires sont le reflet de l'évolution politique, institutionnelle, administrative, sociale et culturelle de la France et de ses régions. À la base de la politique locale, ils sont les premiers intermédiaires entre le pouvoir central et les citoyens et c'est à ce niveau-là que se fait « l'apprentissage de la démocratie » pour paraphraser la formule que Maurice Agulhon utilise pour la période fondatrice que constitue la Seconde République¹. L'histoire des maires commence en 1789 avec une uniformité théorique de statut et d'administration des communes qu'impose un règlement identique aussi bien entre l'immense agglomération que la plus petite des communes rurales, mais efface volontairement les diversités régionales de statuts. Au fil des régimes politiques, les modalités de désignation des maires sont l'objet de débats, mais aussi de toutes les attentions de la part des administrateurs départementaux ou nationaux. Durant la majeure partie du XIX^e siècle,

les maires sont nommés par le pouvoir central. C'est après l'arrivée des républicains au pouvoir que la loi municipale du 5 avril 1884 vient confirmer l'épanouissement de la démocratie locale. Elle met en place une structure, un cadre juridique, des bâtiments et des monuments qui incarnent la République. Elle impose la nomination des maires et des adjoints par le conseil municipal. Le renouvellement des conseils municipaux est quadriennal. Chaque commune se voit dans l'obligation de se doter d'une mairie, qu'elle en soit propriétaire ou locataire. Sous la surveillance d'une tutelle administrative, les maires sont chargés, quant à eux, en plus de l'état civil, du secours aux indigents et de l'entretien de la voirie locale, de la police municipale, de la police rurale et de l'exécution des actes de l'autorité supérieure qui y sont relatifs. La mairie et son premier magistrat forment, particulièrement en milieu rural, les seules représentations du pouvoir central. À partir de 1880, grâce au processus de républicanisation, la maison commune – c'est ainsi que l'on appelle la mairie en langue d'oc (*la communa*) ou en langue corse (*a casa cumuna*) –, très proche des citoyens, devient un centre d'éducation politique. La Troisième, la Quatrième puis la Cinquième République, par-delà la parenthèse de l'État français du maréchal Pétain, constituent des périodes d'épanouissement et de valorisation de la fonction de maire. Elle reste aujourd'hui la fonction politique la mieux appréciée dans l'opinion.

- 3 Ainsi, depuis plus de deux cents ans, les maires gèrent au quotidien la vie des citoyens. Ils sont le reflet social ou anthropologique au moins autant que politique de la commune. Acteurs de décisions et d'influence, ces édiles locaux, souvent de petites élites, sont des hommes de contact et de terrain qui bénéficient d'une parfaite connaissance du territoire dans lequel ils évoluent et de ses habitants. Le cadre communal est le lieu de vie et la base du débat politique. Il offre la possibilité, grâce à son cadre restreint, d'étudier finement les réseaux qui servent d'assises au pouvoir local, les parcours qui permettent d'y accéder, les intérêts et les ressources, à la fois privés et publics, qui sous-tendent les divisions politiques.
- 4 Aire géographique tout autant que culturelle, la France méditerranéenne est porteuse, en un sens, de traditions politiques spécifiques. Elles seraient le reflet de mœurs et d'une mentalité particulières, liées notamment à des structures sociales organisées par la ville ou le village groupé et à une vie publique relevant d'une « culture du forum ». Ses élites politiques locales, dans leur diversité et l'évolution de leur composition, sont, quoi qu'il en soit, les expressions de cette culture que l'historiographie nationale, marquée par une conception très centraliste de la France, a souvent eu du mal à prendre en compte. Comment ne pas relever que les études qui ont relancé et renouvelé à la fin du XX^e siècle l'histoire politique ignorent les manifestations régionales des cultures politiques, dans leurs spécificités² ? Il est vrai qu'en dehors de quelques études à base régionale³, l'histoire des élites politiques locales et des institutions qu'elles animent – en particulier, le conseil général – a été négligée. Il n'est pas d'ailleurs pas sans intérêt de noter ce que doit l'histoire générale des maires aux travaux d'historiens dont le terrain premier de recherche a été la France méditerranéenne, Maurice Agulhon, bien entendu, qui a codirigé la grande enquête sur *Les maires en France, du Consulat à nos jours*⁴, ou Jocelyne George, qui, après avoir soutenu sa thèse sur les maires du Var sous sa direction, a publié *l'Histoire des maires de 1789 à 1939*⁵.
- 5 Les terres méditerranéennes, avec leurs particularités, paraissent éloignées du pouvoir central et presque en marge des grandes évolutions politiques nationales qui affectent la société dans son ensemble. Elles constituent un laboratoire atypique d'observation de la

vie politique française, où les événements nationaux trouvent une résonance particulière, au gré d'une histoire locale rythmée par des aspirations souvent contradictoires, des crises ou encore des changements de souveraineté. Les scrutins électoraux semblent n'être qu'un registre officiel d'expression des rivalités interpersonnelles ou familiales. Mais ne sont-ils que le reflet de luttes et d'enjeux de groupes de parentèle ? Ne sont-ils pas aussi celui de représentations dominantes qui façonnent, non seulement le regard des « autres », mais aussi les attitudes ? C'est pourquoi il nous a paru pertinent dans le cadre de notre projet de recherches de mesurer ce que représente la fonction de maire en terres méditerranéennes, qui l'assume et comment on l'assume. Toute une série de questions en découle dont la première revient à s'interroger classiquement sur la composition du personnel politique à la tête des municipalités depuis la Révolution française. À quelle classe, milieu, groupe familial ou groupes socioprofessionnels appartiennent-ils ? Quelles différences existe-t-il entre « maires des villes » et « maires des champs » à travers les siècles ? Qui, dans chacune des époques et dans chaque type de communes, a eu la capacité d'exercer la première magistrature ? Qui a été préféré pour l'exercer ? Comment la récente – et relative – féminisation de la fonction s'est-elle traduite ?

- 6 De façon complémentaire, nous avons cherché aussi, et même particulièrement, à examiner « par le bas » la fonction de maire. Au regard des siècles, pour ceux qui ont assuré le pouvoir local, qu'est-ce qu'administrer a signifié et représenté ? Quels rôles et quelles notions de puissance et d'honorabilité a comporté la fonction de maire ? S'est-elle traduite par une gestion partielle des affaires municipales, elle-même ponctuée par de nombreux abus ? Quels types de violences et de pressions la conquête de l'écharpe municipale a-t-elle engendrés ? Enfin, quel écart y a-t-il entre la réalité du pouvoir local et ses représentations ?
- 7 Les études qui composent ce cahier se situent dans la continuité des analyses rassemblées notamment dans *La République en Méditerranée. Diffusions, espaces et cultures républicaines en France, Italie et Espagne (XVIII^e-XX^e siècles)*⁶ et dans le numéro de *Parlement[s]* consacré à « Vie et pratiques politiques en terres méditerranéennes »⁷. Elles confirment l'importance des renouvellements à certaines périodes, celles où l'histoire paraît « s'accélérer » comme à la Libération ou, auparavant, celle, plus longue, où les élites traditionnelles cèdent la place aux « couches nouvelles », y compris en milieu rural. Mais elles soulignent aussi que les pesanteurs qui s'installent une fois le changement accompli, car les promus par la vie démocratique tendent à se maintenir au pouvoir ou – et c'est un aspect qui ne peut être négligé – à être maintenu au pouvoir par leurs mandants. En effet, dans la vie locale, en particulier dans les petites communes, la volonté des uns, les électeurs qui ne constituent pas forcément une « clientèle » comme on le suppose *a priori*, joue tout autant que les ambitions de ceux qui ont sollicité leurs suffrages. Cette tendance à la continuité est favorisée, non seulement à certaines périodes de calme politique, mais aussi par des évolutions d'une autre nature, ce que soulignent aujourd'hui dans la zone qui nous concerne le vieillissement des populations ou les difficultés d'accéder aux premières places dans les communes où les enjeux économiques et symboliques sont les plus forts (celles du littoral). Ces traits, qui ne sont pas propres à la région, peuvent y être plus accentués selon les lieux. On ne dira jamais assez qu'en deçà des généralités il n'en reste pas moins d'irréductibles singularités : Marseille est unique et les difficultés à gouverner une ville-port ouverte sur l'ensemble du bassin méditerranéen et le monde ne ressemblent pas à celles d'une autre ville pour autant, Nice n'est pas Montpellier, tant leurs populations sont différentes dans leur histoire et leur composition, pas plus

qu' Ajaccio n'est Perpignan, pour ne rien dire des villes d'Algérie. Partout, dans les villages et les villes, comptent, à un moment donné, des personnalités dont le passage aux responsabilités marque le paysage, mais il peut aussi révéler des traits de mentalité qui dépassent leur personnalité et le cadre de leur commune. Le cas de l'industriel Paul Ricard devenu maire d'une petite bourgade du Var, est de ce point de vue révélateur, par-delà l'originalité de son cas et les outrances de sa mégalomanie, d'un comportement des édiles plus général, mêlant d'une façon qui peut paraître contradictoire attachement au terroir et volonté de l'aménager jusqu'à le bouleverser, dénonciation de l'État central et sollicitation de ses aides, défense des libertés locales et fidélité à la République.

- 8 Les contributions rassemblées ici ne répondent pas à toutes les questions que nous nous posons. Elles confirment cependant l'importance de l'horizon local dans la formation à la vie démocratique tout autant que l'importance de la « nationalisation » des comportements, qui ne va pas, selon les lieux, sans difficultés, mais qui n'en est pas moins bien réelle. Bref, cette approche du politique à partir de ses acteurs modestes, à partir du « bas » et de la périphérie, débouche aussi sur celle, plus générale, de l'évolution de la démocratie locale, avec ses difficultés, ses contradictions et ses victoires.

NOTES

1. Maurice Agulhon, *Nouvelle histoire de la France contemporaine. 1848, ou l'apprentissage de la République : 1848-1852*, Paris, Seuil, 1973.
2. On en trouvera l'illustration de cette ignorance dans l'ouvrage qui exprime le mieux ce renouveau de l'histoire politiques, *Les cultures politiques en France*, sous la direction de Serge Berstein, Paris, Seuil, coll. « L'Univers historique », 1999.
3. En particulier, les nombreux travaux dus à Bruno Dumons sur le personnel politique de la région Rhône-Alpes, notamment avec Gilles Pollet, *Élites et pouvoirs locaux. La France du sud-est sous la Troisième République*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, coll. « Collection du Centre Pierre Léon », 1999.
4. Maurice Agulhon *et al.*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986.
5. Jocelyne George, Paris, Plon, 1989, 285 p. Sa thèse, *Les maires dans le département du Var de 1800 à 1940*, 3 vol., 1043 p., a été soutenue à l'Université Paris I en 1987.
6. Sous la direction du Luis P. Martin, Jean-Paul Pellegrinetti et Jérémy Guedj, Paris, L'Harmattan, coll. « Cliopolis », 2012.
7. J.-P. Pellegrinetti et C. Bellon (dir.), « Vie et pratiques politiques en terres méditerranéennes, XIX^e-XX^e siècles », *Parlement(s), revue d'histoire politique*, hors-série n° 7, 2011.

AUTEURS

JEAN-MARIE GUILLON

Professeur émérite d'histoire contemporaine, UMR 7303 TELEMME (Université Aix-Marseille-CNRS), historien de la France des années quarante et de la Provence contemporaine. Parmi ses publications récentes : direction du numéro spécial de *Provence historique* « La Provence, Vichy, l'Occupation. Nouvelles recherches », avril-juin 2013 ; codirection avec Régis Bertrand et Maryline Crivello, *Les historiens et l'avenir. Comment les hommes du passé imaginaient leur futur*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2014 ; codirection avec Bruno Leroux du dossier « La Résistance », *Historiens & Géographes*, n° 430 et 431, 2015. Il assure la direction scientifique du site *Repères méditerranéens*, INA-Méditerranée-Conseil régional PACA (fresques.ina.fr/reperes-mediterraneens).

JEAN-PAUL PELLEGRINETTI

Jean-Paul Pellegrinetti est professeur en histoire contemporaine à l'université de Nice Sophia-Antipolis et directeur du Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine (CMMC). Il est directeur de publication de la revue *les Cahiers de la Méditerranées* ainsi que de la revue *Études Corses*. Il est également membre du bureau du Comité d'Histoire Parlementaire et Politique (CHPP) et membre du Collectif de Recherche et de Débat sur 1914-1918 (CRID 14-18). Enfin, il coordonne depuis 2012, un programme de recherches d'un projet financé par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) sur le thème : *Identités et cultures en Méditerranée. Les élites politiques de la Révolution française à la V^e République*. Il a notamment publié *La Corse et la République*, avec Ange Rovere, Paris, Le Seuil, 2004 ; codirigé avec Luis Martin et Jérémie Guedj, *La République en Méditerranée. Diffusions, espaces et cultures républicaines en France, Italie et Espagne. XVIII^e-XX^e siècles*, Paris, L'Harmattan, coll. « Cliopolis », 2011 et dirigé *Histoire de Menton*, Ed. Privat, coll. « Histoire des villes », 2010 et *La Méditerranée en passion. Mélanges d'histoire contemporaine offerts à Ralph Schor*, Paris, Ed. Classiques Garnier, Les Méditerranées, 2015.